

and Social Council no longer had any part to play.

It therefore appeared that the Committee was, in fact, faced with an entirely new proposal; that was important from the procedural point of view. The General Assembly had referred the resolution to the Fourth and Sixth Committees simultaneously. The task of the Sixth Committee had been to examine the legal aspects of the resolution. It was not for the Committee to examine the legal aspects of a proposal which had not been submitted to the Assembly and which was not on its agenda. The French delegation therefore considered that the proposal should be referred to the General Assembly, and that the Committee should await formal instructions before examining it.

The principles invoked by the Philippine delegation were highly laudable, but the French delegation could see no reason to violate the rules of procedure, which ought to be respected.

The discussion was adjourned until the next meeting.

The meeting rose at 1.45 p.m.

TWENTY-SIXTH MEETING

*Held at Lake Success, New York,
on Monday, 2 December 1946, at 11 a.m.*

Chairman: Mr. R. JIMÉNEZ (Panama).

[A/C.6/104]

66. Proposal submitted by the delegation of the Philippine Republic to hold a conference to implement the provisions of Chapter XI of the Charter regarding Non-Self-Governing Territories (continuation)

Mr. CHAGLA (India) said he could not share the view expressed by the French representative on the procedural issue raised by the latter at the previous meeting. The new Philippine draft resolution was, in fact, an amendment to the former one, and the Committee was quite competent to decide whether the new text was in conformity with the Charter from a legal point of view.

A comparison of the two texts showed that, while the substance remained the same, there were two distinct differences: first, the conference was to be called by the colonial Powers instead of by the United Nations; secondly, there was no longer a guarantee that it would be truly representative of the non-self-governing peoples.

While preferring the original draft, Mr. Chagla proposed that the Committee should declare both the original and the revised texts to be in accordance with the provision of the Charter, leaving it to the Fourth Committee to choose whichever might be, in its opinion, the better.

unique, mais des conférences régionales dans la convocation desquelles le Conseil économique et social ne joue plus aucun rôle.

Il semble donc qu'il s'agisse aujourd'hui d'une proposition entièrement nouvelle, ce qui est très important du point de vue de la procédure. L'Assemblée générale a renvoyé la résolution à la Quatrième et à la Sixième Commissions simultanément. La tâche de la Sixième Commission est d'examiner les aspects juridiques de cette résolution. Il ne lui appartient pas d'examiner les aspects juridiques d'une proposition qui n'a pas été soumise à l'Assemblée et n'a pas été portée à son ordre du jour. La délégation française estime donc que cette proposition doit être renvoyée à l'Assemblée générale et que la Commission devra attendre des instructions formelles de celle-ci avant d'en aborder l'examen.

Les principes invoqués par la délégation des Philippines sont éminemment respectables, mais la délégation française n'y voit aucune raison de violer des règles de procédure qui doivent être respectées.

La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance.

La séance est levée à 13 h. 45.

VINGT-SIXIEME SEANCE

*Tenue à Lake Success, New-York,
le lundi 2 décembre 1946, à 11 heures.*

Président: M. JIMÉNEZ (Panama).

[A/C.6/104]

66. Proposition soumise par la délégation de la République des Philippines tendant à la réunion d'une conférence pour la mise à exécution des dispositions du Chapitre XI de la Charte relatives aux territoires non autonomes (suite)

M. CHAGLA (Inde) ne partage pas l'avis du représentant de la France au sujet de la question de procédure que celui-ci a soulevée à la précédente séance. Le nouveau projet de résolution présenté par la délégation philippine ne constituant en effet qu'un amendement au projet primitif, c'est bien à la Sixième Commission de décider si, du point de vue juridique le nouveau texte est conforme à la Charte.

La comparaison des deux textes fait apparaître deux différences sensibles, le fond de la résolution restant le même. Premièrement, la conférence sera convoquée, non pas par l'Organisation des Nations Unies, mais par les Puissances coloniales; deuxièmement, le nouveau texte ne comporte plus la garantie que les populations non autonomes seront réellement représentées à cette conférence.

Tout en préférant le premier projet, M. Chagla propose que la Commission déclare que le projet original et le texte révisé sont l'un et l'autre en harmonie avec les dispositions de la Charte, et laisse à la Quatrième Commission le soin de choisir celui qu'elle estimera le meilleur.

In reply to Mr. McKINNON WOOD (United Kingdom), who had questioned whether the Committee could discuss a resolution already withdrawn by its authors, he maintained that a resolution, once presented, became the property of the Committee, and, if withdrawn, could be taken up again by any other delegation.

Mr. ROMULO (Philippine Republic) explained that his delegation had redrafted its resolution, not because it considered that the original text did not conform with the Charter, but in order to avoid a legal discussion such as that which had taken place in the General Committee and which had been the reason for which the draft had been referred to the Sixth Committee.

The CHAIRMAN was of the opinion that, although it might have been more appropriate to refer the amendment to the Fourth Committee, the Sixth Committee was nevertheless competent to report on the legality of the original and the amended proposals.

Mr. FAHY (United States of America) felt that, by considering the original draft resolution, the Sixth Committee would be reopening a discussion which would serve no purpose, and which the Philippine delegation would prefer to avoid.

The French representative, who argued that the new proposal ought first to be submitted to the General Assembly, was taking a too narrow and technical view of the question. The proposal had been referred to the Sixth Committee in order to expedite the work of the Fourth Committee; that purpose would not be achieved if the Sixth Committee refused to examine the revised Philippine proposal.

In his opinion, the most satisfactory procedure would be to consider whether or not the redrafted resolution raised any legal problems. His delegation supported the new text, which was in conformity with the Charter.

Mr. KAECKENBEECK (Belgium) thought that the question of procedure was not being clearly presented, and that the Sixth Committee should set an example in following rules of procedure.

Before taking up the question of procedure, he wished to point out that his country was just as eager as the Philippine Republic to see the letter and spirit of Chapter XI of the Charter put into practice, and that it was actuated by the same aims as those behind the proposed resolution.

He considered that the point of order raised by the French representative had priority of consideration. Before discussing the legality of the resolution, the following question would have to be answered: after having withdrawn

En réponse à M. McKINNON WOOD (Royaume-Uni) qui se demande si la Commission est en droit d'examiner un projet de résolution retiré par son auteur, M. Chagla soutient que toute proposition, une fois présentée, devient la propriété de la Commission et peut être reprise par une autre délégation quand bien même elle aura été par la suite retirée.

M. ROMULO (République des Philippines) précise que sa délégation a révisé son projet de résolution non parce qu'elle considère que le projet original n'est pas conforme à la Charte, mais pour éviter un débat d'ordre juridique du même genre que celui qui a eu lieu au sein du Bureau. C'est d'ailleurs pour cette raison que le projet a été à la Sixième Commission.

Le PRÉSIDENT, tout en reconnaissant qu'il eût été peut-être préférable de soumettre cet amendement à l'examen de la Quatrième Commission, estime toutefois que la Sixième Commission a qualité pour se prononcer sur la légalité de la proposition initiale et de l'amendement.

M. FAHY (Etats-Unis d'Amérique) est d'avis qu'en examinant le premier projet de résolution la Sixième Commission reviendrait sur un terrain que la délégation philippine veut éviter. Cet examen soulèverait un débat sans objet.

Le point de vue soutenu par le représentant de la France, à savoir que le nouveau projet devrait être soumis au préalable à l'Assemblée générale, constitue une conception trop technique et trop étroite de la question. Le but du renvoi de la résolution à la Sixième Commission est d'accélérer les travaux de la Quatrième Commission. Ce but ne serait pas atteint si la Sixième Commission refusait d'examiner le projet révisé de la délégation philippine.

M. Fahy considère que la procédure la plus satisfaisante serait d'examiner si la nouvelle rédaction de la résolution soulève ou non des problèmes d'ordre juridique. Sa délégation se prononce en faveur du nouveau texte qui est absolument conforme aux dispositions de la Charte.

M. KAECKENBEECK (Belgique) estime que la question de procédure n'est pas clairement posée, et que la Sixième Commission doit donner l'exemple en ce qui concerne le respect des règles de procédure.

Il tient à déclarer, avant de passer à l'examen de la question de procédure, que son pays, tout autant que la République des Philippines, tient à respecter la lettre et l'esprit du Chapitre XI de la Charte et qu'il poursuit les mêmes buts que ceux qui ont motivé la résolution proposée.

M. Kaeckenbeeck considère que la motion d'ordre soulevée par le représentant de la France constitue une question préalable. Avant de discuter de la légalité de la résolution, il faut d'abord résoudre la question suivante: après

a proposal could a delegation bring forward another one, without having to comply with the rules for the submission of proposals?

In his view, the rules of procedure were for the protection of all Members of the Assembly, and the Sixth Committee could not countenance a breach of those rules.

He drew attention to the fact that the new draft had been discussed neither by the General Committee nor by the General Assembly nor by the Fourth Committee, and that, at the moment, the Sixth Committee had no proposal before it for consideration, the first draft having been withdrawn and the second not having been referred to the Sixth Committee in the normal way.

Reviewing the two drafts, Mr. Kaeckenbeek declared that it was obvious, from a simple comparison, that the new draft constituted a new proposal and not an amendment of the old one.

His delegation did not oppose the consideration of the new draft by the Fourth Committee; it objected to the Sixth Committee's giving an opinion on a question which had not been referred to it.

He emphasized the danger involved in a persistent disregard of rules of procedure, without which no Assembly could exist. In conclusion, he was not prepared to give a legal opinion on a question which, as far as the Sixth Committee was concerned, did not exist.

Mr. HUNEIDI (Syria) announced that his delegation adopted the first draft of the Philippine resolution as its own.

Mr. KERNO (Assistant Secretary-General) reminded the Committee that there was no more jealous guardian of the rules of procedure than the Secretariat. However, other important issues should not be lost sight of through a pedantic adherence to those rules.

The intention of the Assembly and of the General Committee had been to ask for the Sixth Committee's legal opinion on the question submitted to the Fourth Committee by the Philippine delegation. The new draft was, at the moment, before the Fourth Committee, and, if the Sixth Committee, on purely formal grounds, demanded its submission to the General Assembly, it would merely be wasting time as, in such a case, the General Committee and the Assembly would be certain to refer the draft to the Sixth Committee for a legal opinion.

As he saw it, the first draft no longer existed, and he asked for the legal opinion of the Sixth Committee on the new draft only.

Mr. BARTOS (Yugoslavia) raised three points of order:

(1) The Sixth Committee was bound by the instructions of the General Assembly to examine

avoir retiré une proposition, une délégation peut-elle en présenter une autre sans suivre les règles relatives à la présentation des propositions?

Il estime que les règles de procédure sont destinées à protéger tous les Membres de l'Assemblée et que la Sixième Commission ne saurait en approuver la violation.

Il relève ensuite que le nouveau projet n'a été discuté ni au Bureau, ni à l'Assemblée générale, ni à la Quatrième Commission et qu'actuellement la Sixième Commission ne se trouve saisie d'aucune proposition, le premier projet ayant été retiré et le second n'ayant pas été régulièrement renvoyé à la Sixième Commission.

Passant en revue les deux projets, M. Kaeckenbeek déclare qu'une simple comparaison montre clairement que le nouveau projet constitue une nouvelle proposition et non un amendement à l'ancien projet.

Il affirme que sa délégation ne s'oppose pas à ce que le nouveau projet soit examiné par la Quatrième Commission, mais qu'elle s'oppose à ce que la Sixième Commission donne son avis sur une question dont elle n'a pas été saisie.

Il souligne le danger qu'il y aurait à persister dans le mépris des règles de procédure, aucune Assemblée ne pouvant exister sans elles. Il déclare, enfin, refuser de donner un avis juridique sur une question qu'il considère comme étant inexistante pour la Sixième Commission.

M. HUNEIDI (Syrie) déclare que sa délégation reprend à son compte le premier projet de la résolution philippine.

M. KERNO (Secrétaire général adjoint) rappelle qu'il n'est pas de gardien plus vigilant du règlement intérieur que le Secrétariat. Cependant, il ne faut pas se retrancher dans une tour d'ivoire et oublier ce qui se trouve derrière les règles de procédure.

L'intention de l'Assemblée générale et du Bureau était de demander à la Sixième Commission son avis juridique sur la question soumise à la Quatrième Commission par la délégation philippine. Actuellement, la Quatrième Commission est saisie du nouveau projet et, si la Sixième Commission se montrait trop formaliste et exigeait la soumission de ce projet à l'Assemblée générale, on ne ferait que perdre du temps car, en pareil cas, le Bureau et l'Assemblée générale renverraient certainement ce projet à la Sixième Commission pour avis juridique.

Il considère que le premier projet n'existe plus et il demande à la Sixième Commission de donner son avis juridique sur le nouveau projet seulement.

M. BARTOS (Yougoslavie) soulève trois motions d'ordre:

1) Le mandat donné par l'Assemblée générale pour examiner le premier projet de résolution lie

the first draft resolution, and was not competent to alter those instructions.

(2). Once a proposal had been submitted, it became the property of the Assembly and could not be considered as cancelled merely because its authors had withdrawn it. As the Syrian delegation had taken up the first draft again, both drafts ought to be examined by the Sixth Committee.

(3) The first draft was not simply withdrawn; its withdrawal was conditional on the submission of another draft. If there were objections to the latter, the withdrawal should be considered as not having taken place.

The CHAIRMAN recalled that, according to rule 68 of the rules of procedure, it was for him to decide on points of order. However, he would prefer to leave it to the Committee to decide whether the first or the second draft was at the moment under consideration.

In his opinion, the first draft, re-submitted by the Syrian delegation, could not be considered as an amendment to the second, especially as it had been put forward during a discussion of a point of order, and not during the general debate.

He proposed that the Committee should first vote on the question whether the revised Philippine proposal was before it for consideration. If that were answered in the negative, it would vote on the question whether it still had the first draft before it for consideration.

Mr. DEJEAN (France) stated that he had reason to believe that the Fourth Committee was not considering the new draft resolution and that it was waiting for the legal opinion of the Sixth Committee on the old one.

Mr. LAKS (Poland) could not agree to the voting procedure suggested by the Chairman. Seeing that the Philippine delegation had not formally withdrawn its first proposal, the Committee should, in his opinion, decide whether it had both proposals before it, or only the second one.

The CHAIRMAN reminded the Committee that the Philippine delegation, in its letter of 27 November 1946 (document A/C.6/92), had submitted a revised draft resolution "in substitution of the original draft", and proceeded to take a vote.

Decision: *The Committee decided, by twenty votes to fourteen, that it had the new draft resolution before it for consideration.*

Mr. SABA (Egypt) supported the view expressed by the Polish representative, and said he had doubts as to the withdrawal of the first draft. A proposal could not be withdrawn by a letter alone and, as a general rule, another delegation could adopt the proposal which was to be withdrawn as its own. If the Philippine delegation considered that it had withdrawn its first

la Sixième Commission et celle-ci n'a pas le pouvoir de modifier ce mandat.

2) Dès qu'une proposition est présentée, elle devient la propriété de l'Assemblée, et ne saurait être considérée comme nulle et non avenue uniquement parce que ses auteurs l'ont retirée. La délégation syrienne ayant repris le premier projet, les deux projets doivent être examinés par la Sixième Commission.

3) Le retrait du premier projet n'est pas un retrait pur et simple, mais un retrait conditionné par la présentation d'un autre projet. Si l'on s'oppose à cette présentation, le retrait sera nul et non avenue.

Le PRÉSIDENT rappelle qu'aux termes de l'article 68 du règlement intérieur, il lui appartient de prendre une décision sur les motions d'ordre soulevées. Cependant, il préfère laisser à la Commission elle-même le soin de décider si c'est le premier projet ou le second qui se trouve actuellement à l'examen.

Il déclare qu'à son avis, le premier projet, repris par la délégation syrienne, ne saurait être considéré comme un amendement au second, et ce d'autant plus qu'il a été présenté au cours du débat sur une motion d'ordre et non au cours de la discussion générale.

Il propose de voter d'abord sur la question de savoir si la Sixième Commission est saisie du projet révisé de la proposition philippine. En cas de réponse négative, la Commission votera sur le point de savoir si elle est encore saisie du premier projet.

M. DEJEAN (France) déclare qu'il y a lieu de croire que la Quatrième Commission n'est pas saisie du nouveau projet de résolution et qu'elle attend l'avis de la Sixième Commission sur l'aspect juridique du premier projet.

M. LAKS (Pologne) n'est pas d'accord sur la procédure de vote proposée par le Président. Il estime que du moment que la délégation philippine n'a pas retiré formellement son premier projet, la Commission doit décider si elle est saisie des deux projets ou seulement du second projet.

Le PRÉSIDENT rappelle que par sa lettre du 27 novembre 1946 (document A/C.6/92), la délégation philippine a présenté un nouveau projet "destiné à remplacer le projet initial", et fait procéder au vote.

Décision: *La Commission décide qu'elle est saisie du nouveau projet de résolution par vingt voix contre quatorze.*

M. SABA (Égypte) appuie le point de vue exprimé par le représentant de la Pologne et déclare avoir des doutes sur le retrait du premier projet. Il estime qu'une lettre ne saurait suffire pour retirer une proposition et que, en règle générale, lorsqu'une proposition est retirée, une autre délégation peut la faire sienne. Au cas où la délégation philippine estimerait avoir

draft resolution in order to submit a new one, the Syrian delegation was perfectly entitled to take up the first draft resolution.

He explained that the Fourth Committee, to which the first draft had been referred, had not been notified of its withdrawal; thus the Sixth Committee still had the original draft before it. That situation would only be altered if the Fourth Committee agreed to authorize the withdrawal of the draft in question.

He asked that the Committee should vote again to decide if the original draft was still before it for consideration.

The CHAIRMAN recalled that, by virtue of the letter of 27 November 1946, the new draft constituted an amendment to the old one. The Committee would, therefore, have to reject the amendment before it could consider the original draft.

Mr. HUNEIDI (Syria) specified that he would take up the first proposal again only if, for reasons of procedure, the Sixth Committee refused to take a decision on the new proposal.

Mr. LAVRISCHEV (Union of Soviet Socialist Republics) supported the statement of the Egyptian representative on the question of the vote. He considered that the Sixth Committee was not competent to decide whether it ought or ought not to examine the first proposal. According to the instructions of the General Assembly, it must examine it.

As regards the second draft, the Sixth Committee had not been asked to take action by the Fourth Committee, nor had it received any instructions from the General Assembly.

Mr. Lavrishev considered that the Committee's decision to consider the second draft in no way changed the situation as regards the first draft, and he suggested that the Committee should proceed to examine the legal aspect of the first draft.

Mr. FAHY (United States of America) pointed out that the question thus raised was contrary to the decision just taken. The majority of the Committee had considered that it was the second draft which had been submitted to it, and he therefore suggested that a legal opinion should be given on that draft. He put forward a formal proposal that the Committee should decide that there was no legal objection to the draft in question.

The CHAIRMAN decided to open the discussion on the legal aspect of the second draft of the Philippine resolution.

Mr. DE LA COLINA (Mexico) warmly supported the Philippine resolution in its present form.

Mr. KAECKENBEECK (Belgium) again emphasized the difficulties facing the Committee.

retiré son premier projet afin d'en présenter un nouveau, la délégation syrienne aurait parfaitement le droit de reprendre ce premier projet.

Il expose que la Quatrième Commission, à laquelle le premier projet avait été présenté, n'a pas été avertie du retrait de celui-ci, de sorte que la Sixième Commission se trouve encore saisie du projet initial. Elle n'en serait dessaisie que si la Quatrième Commission autorisait le retrait sans opposition dudit projet.

Il demande que la Commission décide, par un nouveau vote, si elle est encore saisie du projet initial.

Le PRÉSIDENT rappelle qu'il résulte de la lettre du 27 novembre 1946 que le nouveau projet constitue un amendement au projet initial. En conséquence, pour pouvoir examiner le premier projet, la Commission devrait d'abord rejeter l'amendement.

M. HUNEIDI (Syrie) précise qu'il reprendra, comme sien, le premier projet au cas seulement où la Sixième Commission refuserait, pour des raisons de procédure, de se prononcer sur le nouveau projet.

M. LAVRISCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) s'associe à la déclaration faite par le représentant de l'Égypte au sujet du vote. Il considère que la Sixième Commission n'a aucune compétence pour décider si elle doit ou non examiner le premier projet. Elle doit l'examiner en vertu du mandat de l'Assemblée générale.

En ce qui concerne le second projet, elle n'est pas saisie d'une demande de la Quatrième Commission et elle n'a pas reçu de mandat de l'Assemblée générale.

M. Lavrishev considère que la décision que vient de prendre la Commission d'examiner le second projet ne diminue en rien la validité du premier projet et il suggère que la Commission procède à l'examen de l'aspect juridique du premier projet.

M. FAHY (Etats-Unis d'Amérique) relève que la question ainsi soulevée va à l'encontre de la décision qui vient d'être prise. La majorité de la Commission a considéré que c'était le second projet qui était soumis à son examen et il suggère, en conséquence, de donner un avis juridique sur ce projet. Il propose une motion invitant la Commission à décider qu'il n'existe aucune objection juridique au projet en question.

Le PRÉSIDENT décide d'ouvrir le débat sur l'aspect juridique du second projet de la résolution philippine.

M. DE LA COLINA (Mexique) appuie chaleureusement la résolution philippine sous sa forme actuelle.

M. KAECKENBEECK (Belgique) souligne à nouveau les difficultés dans lesquelles la Commission se trouve.

He supported the Soviet Union representative's view, and considered that the Sixth Committee was not empowered to examine the second draft. The Committee had no direct competence but only a derived one, and could give its opinion only on what was asked of it. In the present case the second draft had not been referred to the Sixth Committee and consequently the procedure was not regular.

He stated that in token of protest his delegation would not take part in the discussion on the legality of the new draft. He reserved the right, however, to define his position when the question was discussed by the Fourth Committee.

The CHAIRMAN pointed out that the new draft resolution had been referred to the Sixth Committee by the President of the General Assembly.

Mr. FAHY (United States of America) repeated his formal proposal.

Mr. CHAGLA (India) asked the Committee to refer the new draft to the Fourth Committee, stating that it had found no legal obstacle to its adoption. He considered all discussion useless and proposed the closure of the debate.

Mr. LAVRISCHEV (Union of Soviet Socialist Republics) and Mr. BARTOS (Yugoslavia) declared themselves against the motion of closure, for the reason that there had been no discussion of the substance of the question but only on points of order. They had observations to make on the new draft.

Mr. CHAGLA (India) withdrew his motion, explaining that he had thought that the Committee was unanimous as to the legality of the second draft.

Mr. WYNES (Australia) wished to make it clear that, in voting in favour of the legality of the new draft, his delegation did not give an opinion on the substance of the resolution. It remained entirely free to define its position when the matter was discussed in the Fourth Committee. He wished thus to show that, while voting for the draft, he did not accept all the legal opinions formulated by the Philippine representative.

Mr. DEJEAN (France) and Mr. DE OLIVEIRA (Brazil) supported the statements of the Soviet Union and Belgian representatives, adding that they would not take part in the debate and would abstain from voting.

Mr. LAVRISCHEV (Union of Soviet Socialist Republics) pointed out that the effect of the present draft would be that regional conferences of Non-Self-Governing Peoples would be convened by the Powers responsible for their administration and not by the Economic and Social Council. He considered that for that reason the resolution had no direct connexion with the United Nations or their work.

It, therefore, seemed to him difficult to give a legal opinion on the legality of the draft.

Il appuie le point de vue exprimé par le représentant de l'Union soviétique et considère que la Sixième Commission n'a pas reçu mandat d'examiner le nouveau projet. Celle-ci, en effet, n'a pas une compétence directe, mais une compétence dérivée et ne peut donner son avis que si on le lui demande. En l'espèce, le second projet n'a pas été renvoyé à la Sixième Commission, et par conséquent, la procédure n'est pas régulière.

Il déclare qu'en signe de protestation, sa délégation ne participera pas à la discussion sur la légalité de ce nouveau projet. Il se réserve toutefois de préciser sa position lors du débat au sein de la Quatrième Commission.

Le PRÉSIDENT rappelle que le nouveau projet de résolution a été renvoyé à la Sixième Commission par le Président de l'Assemblée générale.

M. FAHY (Etats-Unis d'Amérique) présente à nouveau sa proposition.

M. CHAGLA (Inde) demande à la Commission de renvoyer le nouveau projet à la Quatrième Commission en déclarant qu'elle n'y a trouvé aucun obstacle d'ordre juridique. Il estime toute discussion inutile et propose la clôture du débat.

M. LAVRISCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) et M. BARTOS (Yougoslavie) se prononcent contre la motion de clôture, en raison du fait qu'il n'y a pas eu de débat sur le fond, mais seulement sur des motions d'ordre. Ils déclarent avoir des observations à faire sur le nouveau projet.

M. CHAGLA (Inde) retire sa motion en expliquant qu'il avait pensé que la Commission était unanime sur la légalité du second projet.

M. WYNES (Australie) désire préciser qu'en votant en faveur de la légalité du nouveau projet, sa délégation ne se prononce pas sur le fond de la résolution. Elle demeure entièrement libre de définir sa position au sein de la Quatrième Commission. Il désire ainsi montrer que tout en votant pour le projet, il n'accepte pas toutes les opinions juridiques du représentant des Philippines.

M. DEJEAN (France) et M. DE OLIVEIRA (Brésil) se rallient aux déclarations des représentants de l'Union soviétique et de la Belgique et déclarent qu'ils ne participeront pas aux débats et qu'ils s'abstiendront de voter.

M. LAVRISCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) relève que le projet actuel tend à la convocation de conférences régionales des peuples non autonomes par les Puissances responsables de leur administration et non par le Conseil économique et social. Il considère que, de ce fait, la résolution n'a pas de lien direct avec l'Organisation des Nations Unies ou son œuvre.

Il lui semble, en conséquence, difficile de donner un avis juridique sur la légalité de ce projet.

Mr. ARROSA (Uruguay) considered that, from the point of view of procedure, the Committee was competent to examine the new draft resolution and that, from the legal point of view, the draft came within the scope of the Charter.

Mr. BARTOS (Yugoslavia) stated that he was not opposed to the American view of the legality of the new draft, but he would like to draw attention to the following three points: First, the Committee, which was competent to discuss the legality of the draft, was also competent to discuss its form. The report to the Fourth Committee should make mention of the doubts raised as regards presenting the resolution. Secondly, the initiative of convening the conference should devolve upon the United Nations or one of their organs. Thirdly, the reference to the Caribbean Commission should be omitted.

Mr. KAECKENBEECK (Belgium), replying to further observation by Mr. FAHY (United States of America) said he wished to make his position clear. In his view the Fourth Committee could have taken up the question directly, without having had the latter referred to it by the Sixth Committee. If he had declined to take part in the discussion on the legality of the new Philippine resolution, it was because he considered the procedure followed to be irregular. He would have no objection if the question went to the Fourth Committee; he merely considered that the Sixth Committee was not competent to refer it to the Fourth Committee; the Committee could give an advisory opinion only if asked for one.

He pointed out that no legal opinion on the second proposal had been requested from the Committee. That was why he had refused to take part in a discussion on the legality or otherwise of that proposal. He protested strongly, however, against the inference that his delegation considered the proposal illegal or wished to obstruct all action on it. He asked that his statement should be mentioned in the Committee's report.

Mr. DUPUY (France) also explained that, if his delegation abstained from voting, it was only because it considered that the rules of procedure of the Assembly had been broken. The French delegation had not committed itself one way or the other on the substance of the Philippine proposal; it had taken up a definite position on the question of procedure alone, and reserved the right to adopt, in the Fourth Committee, whatever attitude it considered proper with regard to the substance.

In reply to a question by Mr. BARTOS (Yugoslavia), Mr. SABA (Egypt) explained that he had not formally asked that the Sixth Committee should give a decision on the first draft.

The Committee having decided that this first draft had not been referred to it, he considered himself satisfied with the procedure, though reserving his delegation's right to submit to the Fourth Committee any proposal which it might consider necessary.

M. ARROSA (Uruguay) estime que, du point de vue procédural, la Commission est compétente pour examiner le nouveau projet de résolution et que, du point de vue juridique, ce projet rentre dans le cadre de la Charte.

M. BARTOS (Yougoslavie) tout en admettant, comme le représentant des Etats-Unis la légalité du nouveau projet, désire souligner les trois points suivants: 1) la Commission, qui est compétente pour discuter de la légalité du projet, est également compétente pour en discuter la forme. Le rapport à la Quatrième Commission devrait mentionner les doutes soulevés quant à la présentation de la résolution. 2) L'initiative de la convocation de la Conférence devrait revenir à l'Organisation des Nations Unies ou à l'un de ses organes. 3) L'allusion à la Commission des Caraïbes devrait être évitée.

A la suite d'une nouvelle intervention de M. FAHY (Etats-Unis d'Amérique), M. KAECKENBEECK (Belgique) tient à préciser sa position: la Quatrième Commission aurait pu s'occuper de la question directement, sans qu'elle lui soit renvoyée par la Sixième Commission. S'il a refusé de participer à la discussion sur la légalité du nouveau projet philippin, c'est qu'il considère que la procédure qu'on a suivie est irrégulière. Il n'aurait aucune objection à ce que la question aille à la Quatrième Commission, mais il estime que la Sixième Commission n'a pas compétence pour renvoyer la question à la Quatrième; elle ne saurait donner un avis consultatif sans qu'on le lui ait demandé.

M. Kaeckenbeeck précise que la Sixième Commission n'a pas d'avis juridique à donner sur la seconde proposition. C'est pourquoi il a refusé de participer à une discussion sur la légalité de cette proposition. Mais il s'élève de la façon la plus formelle contre la conclusion selon laquelle la délégation belge estimerait la proposition illégale ou s'opposerait à toute action. Il demande à ce que sa déclaration figure dans le rapport de la Commission.

M. DUPUY (France) précise également que si la France ne participe pas au vote à cette Commission juridique, c'est uniquement parce qu'elle estime que le règlement intérieur de l'Assemblée a été violé. La délégation française n'a pas pris position quant au fond en faveur de la proposition philippine ou contre elle. Il ne s'agit que d'une prise de position quant à la procédure, et sa délégation se réserve, devant la Quatrième Commission, de prendre, quant au fond, l'attitude qu'elle jugera désirable.

En réponse à une question de M. BARTOS (Yougoslavie), M. SABA (Egypte) précise qu'il n'a pas demandé formellement que la Sixième Commission se prononce sur le premier projet.

La Commission ayant décidé qu'elle n'était pas saisie de ce premier projet, il s'estime satisfait de la procédure, en réservant à sa délégation le droit de présenter à la Quatrième Commission toute proposition qu'elle estimerait nécessaire.

Mr. LAVRISCHEV (Union of Soviet Socialist Republics) proposed as an amendment that the third and fourth paragraphs of the resolution should be replaced by the following: "Recommends the Economic and Social Council to organize the convocation of regional conferences of representatives of Non-Self-Governing Territories in order to enable the peoples of those territories to express their aspirations and desires."

The CHAIRMAN stated that the Sixth Committee could not accept the amendment, which might more appropriately be submitted to the Fourth Committee.

In reply to an observation by Mr. HUNEIDI (Syria), who thought that the Sixth Committee ought to draft the resolution in a legal form that would not raise legal difficulties, the CHAIRMAN explained that the Sixth Committee had been instructed to give its opinion on the draft and that it could not, without exceeding its instructions, make any amendment to the draft.

Mr. LAKS (Poland) thought that the Committee would be keeping to its instructions if it made juridical comments on the draft. It might say in its report that, while approving the resolution, it had been found that in its present form the resolution was only remotely connected with the United Nations, and that it suggested that the connexion should be strengthened by placing the initiative of convening the conference in the hands of the Economic and Social Council.

The CHAIRMAN considered that it would be self-contradictory to say on the one hand that the resolution was not illegal and on the other that it had no connexion with the United Nations.

He repeated that the Soviet Union amendment could not be discussed by the Sixth Committee but that it could be discussed by the Fourth.

Mr. BARTOS (Yugoslavia) appealed against the Chairman's decision, under rule 68 of the rules of procedure, for the following reasons: Firstly, if it were agreed that the President of the General Assembly had the right to alter the Assembly's instructions to the Sixth Committee, the same right must be granted to the fifty-four members of the Committee. Secondly, in virtue of the principle of equal sovereignty of the members, the other delegations had the same right as the Philippine delegation to submit amendments to the original draft. Lastly, a legal opinion on a draft resolution consisted not merely of approval or disapproval but also of the reasons for the decision.

The CHAIRMAN put the appeal against his decision to the vote.

Decision: *The Chairman's decision was upheld by twenty-one votes to six.*

M. LAVRISCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) propose l'amendement suivant à la résolution: remplacer les paragraphes 3 et 4 par la phrase: "Recommande au Conseil économique et social d'organiser la convocation de conférences régionales des représentants des territoires non autonomes, afin de leur permettre d'exprimer leurs aspirations et leurs désirs."

Le PRÉSIDENT déclare que la Sixième Commission ne peut accepter cet amendement qu'il serait plus approprié de soumettre à la Quatrième Commission.

Sur une observation de M. HUNEIDI (Syrie), qui estime qu'il appartiendrait à la Sixième Commission de mettre la résolution sous une forme juridique telle qu'elle ne soulève pas de difficultés d'ordre juridique, le PRÉSIDENT précise que la Sixième Commission a pour mandat de donner son avis sur le projet et qu'elle ne pourrait pas, sans outrepasser ce mandat, y apporter des amendements.

M. LAKS (Pologne) estime que la Commission resterait dans le cadre de son mandat si elle faisait des commentaires juridiques sur le projet. Elle pourrait déclarer dans son rapport que, tout en approuvant la résolution, elle a constaté que dans sa forme actuelle, cette résolution n'a que des rapports lointains avec l'Organisation des Nations Unies et qu'elle suggère que ce lien soit resserré en confiant l'initiative de la convocation de la conférence au Conseil économique et social.

Le PRÉSIDENT estime qu'il serait contradictoire de dire, d'une part, que la résolution n'est pas illégale et d'autre part, qu'elle n'a pas de lien avec l'Organisation des Nations Unies.

Il répète que l'amendement de l'Union soviétique ne saurait être discuté au sein de la Sixième Commission, mais qu'il pourra l'être devant la Quatrième Commission.

M. BARTOS (Yougoslavie) fait appel de la décision du Président, conformément à l'article 63 du règlement intérieur, pour les motifs suivants. En premier lieu, si l'on admet que le Président de l'Assemblée générale a le droit de modifier le mandat que l'Assemblée a donné à la Sixième Commission, l'on doit reconnaître ce même droit aux cinquante-quatre membres de la Commission. En second lieu, les délégations ont, en vertu du principe de la souveraineté égale des Membres, le même droit que la délégation philippine de présenter des amendements au projet initial. Enfin, une opinion juridique sur un projet de résolution ne consiste pas simplement à l'approuver ou le désapprouver, mais à donner les raisons de la décision.

Le PRÉSIDENT met sa décision aux voix.

Décision: *La décision présidentielle est approuvée par vingt et une voix contre dix.*

The CHAIRMAN then put to the vote the United States motion that the Sixth Committee should state that the new Philippine proposal was in no way unconstitutional.

Decision: *The United States proposal was adopted by twenty-seven votes, with twelve abstentions.*

The meeting rose at 2.30 p.m.

TWENTY-SEVENTH MEETING

Held at Lake Success, New York, on Tuesday, 3 December 1946, at 3 p.m.

Chairman: Mr. R. JIMÉNEZ (Panama).
[A/C.6/110]

67. Examination and approval of agreements concluded with specialized agencies (documents A/C.6/98¹, A/72, A/77, A/78, A/106 and A/119²)

Mr. KERNO (Assistant Secretary-General) told the Committee that the Economic and Social Council had negotiated agreements with the specialized agencies, so as to bring them under the authority of the United Nations.

During the discussion of the agreements, the question of authorization of requests for advisory opinions from the International Court of Justice, provided for in Article 96, paragraph 2, of the Charter, had been settled in various ways.

In the agreement reached with the ILO a clause had been inserted giving that organization a general authorization to request consultative opinions, while the agreement with UNESCO contained a more restrictive clause. The Economic and Social Council had the right to say that a request for an opinion should not be made, but in the event of the request's being maintained, the General Assembly could make a decision on the matter. No provision had been made for authorization in the agreement with the FAO, as that organization had refused a clause which was more limiting than that contained in the ILO agreement. The agreement proposed for ICAO also contained a clause to this effect.

At the last meeting of the Economic and Social Council, that body, which had at first thought that it should exercise a certain amount of control, had revised its attitude and had

Le PRÉSIDENT met ensuite aux voix la motion des Etats-Unis, tendant à faire déclarer, par la Sixième Commission, que la proposition philippine ne présente un caractère inconstitutionnel.

Décision: *La motion des Etats-Unis est adoptée par vingt-sept voix et douze abstentions.*

La séance est levée à 14 h. 30.

VINGT-SEPTIEME SEANCE

Tenue à Lake Success, New-York, le mardi 3 décembre 1946, à 15 heures.

Président: M. R. JIMÉNEZ (Panama).
[A/C.6/110]

67. Examen et approbation des accords conclus avec les institutions spécialisées (documents A/C.6/98¹, A/72, A/77, A/78, A/106 et A/119²)

M. KERNO (Secrétaire général adjoint) expose à la Commission que le Conseil économique et social a négocié des accords avec les institutions spécialisées, afin de les placer sous l'autorité de l'Organisation des Nations Unies.

Au cours de l'examen des accords, la question des autorisations pour demander des avis consultatifs à la Cour internationale de Justice, prévue à l'Article 96, paragraphe 2, de la Charte, fut résolue de façon variable.

Tandis que, dans l'accord intervenu avec l'OIT, une clause a été insérée à l'effet de donner à cette organisation une autorisation générale de demander des avis consultatifs, dans l'accord intervenu avec l'UNESCO une clause plus restrictive a été insérée. Le Conseil économique et social a le droit de déclarer qu'une demande d'avis ne devra pas être formulée, et, si elle est maintenue, l'Assemblée générale pourra prendre une décision à ce propos. Dans l'accord intervenu avec l'OAA, rien n'a été prévu au sujet de ces autorisations, car cette institution a refusé d'accepter une clause plus restrictive que celle contenue dans l'accord avec l'OIT. L'accord prévu avec l'ICAO contenait également une clause dans le même sens.

A la dernière séance, le Conseil économique et social, qui avait tout d'abord cru qu'il devait exercer un certain contrôle, a révisé son attitude et a recommandé à l'Assemblée générale d'insérer

¹ See Annex 19.

² The agreements with the specialized agencies were approved by the General Assembly, on the recommendation of the Economic and Social Council, at its sixty-fifth plenary meeting. For the text of these agreements see *Official Records of the Economic and Social Council, First Year, Second Session, page 365*. See also *Resolutions adopted by the General Assembly during the second part of its first session, page 78*.

¹ Voir l'Annexe 19.

² Les accords avec les institutions spécialisées ont été approuvés par l'Assemblée générale, sur la recommandation du Conseil économique et social, lors de sa soixante-cinquième séance plénière. Pour le texte de ces accords, voir les *Procès-verbaux officiels du Conseil économique et social, Première Année, seconde Session, page 365*. Voir aussi les *Résolutions adoptées par l'Assemblée générale, pendant la seconde partie de sa première session, page 78*.